

LESSEPS (de) (Ferdinand-Marie) (Vicomte), Réalisateur du canal de Suez [Versailles, 1805 - La Chesnaie (Guilly-Indre), 1894]. Fils de Mathieu-Maximilien de Lesseps, diplomate français.

Il s'engagea, comme son père, dans la diplomatie et fit une brillante carrière, au cours de laquelle il séjourna assez longtemps en Égypte. Il fut mis en disponibilité en 1849. Pendant les cinq années suivantes, il étudia le projet qu'il avait naguère conçu étant au Caire : le percement de l'isthme de Suez. Les vice-rois Mohammed Ali et Abbas avaient tout mis en œuvre pour éviter ces travaux, car ils craignaient de voir grandir l'influence étrangère en Égypte. Quand Mohammed Saïd Pacha arriva au pouvoir, de Lesseps devint son ami et, dès 1855, commença une campagne pour promouvoir son idée. Les Français voyaient avec sympathie cette entreprise, car c'était la voie ouverte vers les Indes, mais aussi vers le Nil et le cœur de l'Afrique. Saïd, cependant, hésitait devant les résistances diplomatiques, surtout celle de l'Angleterre. Lord Palmerston mettait le khédive en garde contre les dangers de l'emprise française. En revanche, dans un mémoire à Saïd, de Lesseps disait que « ce nouveau Bosphore, loin de compromettre l'indépendance de l'Égypte, la garantissait, car toutes les puissances considéreraient comme une question vitale la neutralité de ce passage, qu'elles empêcheraient l'une d'elles de s'en emparer et de dominer les autres en renversant un équilibre que tout le monde était intéressé à conserver ».

Se laissant convaincre par de Lesseps et persuadé que ces travaux consacraient sa gloire, Saïd consentit enfin à laisser commencer les démarches pour obtenir les fonds nécessaires, qu'on évaluait à 200 millions de francs. Saïd promit à de Lesseps de participer à la souscription publique que celui-ci allait ouvrir. En juillet 1858, on commença le lancement des actions. Pour y prendre part, l'Égypte émit des bons qu'on négocia à un taux élevé. De Lesseps, cousin de l'Impératrice Eugénie, obtint l'appui de Napoléon III, et la France s'engagea à fournir 52 % du capital souscrit, tandis que 44 % étaient mis à charge de Saïd (soit 90 millions de francs). Même avant d'avoir obtenu le consentement du vice-roi de commencer les travaux, de Lesseps, en 1861, acquérait des domaines à Wadi, Boulacq, Damiette (village de Tel el Kébir), points judicieusement choisis pour permettre l'approvisionnement.

Afin de contrebalancer l'influence française dans la construction du canal, l'Angleterre obtint l'autorisation de construire un chemin de fer dans la vallée du Nil jusqu'à 24° de latitude, avec un embranchement vers la mer Rouge, cette ligne devant devenir la concurrente du canal. Cependant la collaboration égyptienne n'allait pas sans difficultés financières. Saïd dut bientôt recourir à la France pour obtenir un emprunt de 20 millions de francs que lui consentirent la Banque Laffitte et Cie et le Comptoir d'Escompte de Paris. En garantie de cet emprunt la France obtint la création d'une commission de contrôle sur les finances de l'Égypte. La Prusse intervint également pour fournir des fonds à l'Égypte et la Banque de Saxe « Oppenheim » fournit 60 millions en 1862 au taux de 11 %.

Saïd mourut le 18 janvier 1863 et fut remplacé par Ismaïl, qui remit un peu d'ordre dans les finances.

En 1869, le canal était achevé et inauguré le 17 novembre par l'Impératrice Eugénie, dans le fracas des salves et des fanfares, en présence du Khédive, de François-Joseph, du Prince Frédéric de Prusse, du Prince des Pays-Bas, de l'Emir Abd el Kader. La dépense, qui avait été évaluée au début à 200 millions de francs,

atteignait, en 1869, 432 millions (les frais monteront à un milliard quand les derniers aménagements y auront été apportés).

Le percement de l'isthme venait à son heure : il coïncidait avec les grandes découvertes géographiques africaines. Dès lors le canal n'était plus seulement une voie rapide vers les Indes, mais une route d'accès vers le Nil et une voie de pénétration vers le Centre africain.

De Lesseps fut élu membre de l'Académie des Sciences en 1869 et membre de l'Académie française en 1884.

Depuis 1879, il avait entrepris une étude sur le percement de l'isthme de Panama. L'idée de ce canal fut lancée par le polytechnicien Philippe Bunau-Varilla. L'affaire du canal de Panama aboutit à un échec cuisant pour la France. Les travaux, commencés en 1881, furent arrêtés en 1888 et la compagnie française déclarée en faillite (1890). (Ils furent repris par les États-Unis et terminés en 1914.)

À la Chambre française, les attaques se succédèrent contre de Lesseps, père et fils, et cette campagne finit par rendre la France hostile à la souscription de fonds pour le chemin de fer du Bas-Congo. En 1893, Ferdinand de Lesseps et son fils, Charles-Aimé-Marie, né en 1849, furent condamnés par la Cour d'appel de Paris.

Toute cette campagne contre l'affaire du Panama assombrir les derniers jours de Ferdinand de Lesseps. Il mourut à La Chesnaie, près de Guilly, dans l'Indre, en 1894.

René J. Cornet écrivait à son sujet, en prenant sa défense : « Contrairement à ce qu'en pensent les hommes de loi et les politiciens, l'homme d'affaires doué d'un vrai tempérament créateur se soucie fort peu de son bénéfice personnel; ce qui le stimule, ce qui l'entraîne parfois jusqu'aux pires illusions, c'est la passion de créer, c'est l'irrésistible besoin de concrétiser l'œuvre dont l'esprit a d'avance tracé l'esquisse, état d'âme plus voisin du mysticisme de l'artiste ou de l'enthousiasme sportif que de la mesquine préoccupation du spéculateur en bourse ». (Cornet : « La bataille du Rail », p. 379.)

Il est presque certain que c'est cette passion de créer qui fut le fil conducteur de la vie de de Lesseps.

4 janvier 1949.
M. Coosemans.

R. Cornet, *La Bataille du Rail*, Bruxelles, Cuypers, 1947, pp. 145, 161, 187, 254, 370, 372, 379. — L. Lotar, *Le gouvernement égyptien sous Ismaïl* (communication faite à l'I.R.O.B., t. 5, n° 1, 1934). — *Larousse du XX^e siècle*. — R. S. Thomson, *Fondation de l'E.I.C.*, Bruxelles, 1933 (voir table). — Ed. Vander Smissen, *Léopold II et Beernaert*, Bruxelles, 1942, t. 1, pp. 230, 301, 309. — Stanley, *Cinq années au Congo*, Bruxelles, p. 593. — D. Boulger, *The Congo State*, Londres, 1898, p. 11. — P. Daye, *Léopold II*, Paris, 1934, pp. 85, 160, 180, 186, 187, 208. — Masoin, *Histoire de l'E.I.C.*, Namur, 1913, t. 1, p. 14. — L. Bauer, *Léopold le Mal-Aimé*, Paris, 1935, p. 80.